

Tous aux abris !

L'« identité » dans tous ses états

“Identity sprouts on the graveyard of communities, but flourishes thanks to its promise to resurrect the dead.”

(Zygmunt Bauman, *“Identity in the globalising world”*, in : *Social Anthropology* (2001), Vol. 9, 2, p. 129)

En 2003, un projet de recherche « Histoire, Mémoire, Identités. Etude du rôle des lieux de mémoire dans la constitution des identités collectives luxembourgeoises », financé par le Fonds national de la recherche (FNR), a été lancé au Laboratoire d'histoire de l'Université du Luxembourg¹. En 2007, une première publication – destinée, suivant les auteurs, au grand public – a été éditée dans ce cadre².

Lieux de mémoire : des choix...

Les éditeurs du livre *Lieux de mémoire au Luxembourg. Usages du passé et construction nationale* ont évidemment dû faire un choix ou des choix de sujets. Mais c'est à la lumière de ces choix qu'on est obligé de s'orienter. Dans le désordre, les lieux de mémoire évoqués dans l'ouvrage sont (sans être complet ici) : Eis Sprooch, Mischkultur, etc. (dans la rubrique « toiles de fond ») ; Sigefroi, Mélusine, Ermesinde, Emile Mayrisch, Robert Schuman, Dicks, Vauban, la Grande-Duchesse Charlotte, etc. (dans la rubrique « personnages ») ; Kasematten, le palais grand-ducal, la Villa Pauly, les Spuenesch Tiermercher, etc. (dans la rubrique « lieux ») ; Musel, Éislek, Minett (dans la rubrique « paysages ») ; Roude Léiw, Renert, Gëlle Fra (dans la rubrique « symboles ») ; Wäin, Béier, Schueberfouer, Octav, Kleeschen (dans la rubrique « traditions »).

Somme toute, un choix assez convenu... et très lié à la question de l'identité « nationale » dans sa plus simple expression et au folklore ambiant. Qu'en est-il de la « contre-mémoire », l'autre face de la même médaille ? La juxtaposition de « lieux de mémoire » contradictoires, respectivement opposés

(comme p.ex. Villa Pauly, symbole de la résistance à l'occupant, et Gielemännchen) aurait pu être bénéfique. On aurait également pu penser à des « lieux de mémoire sociale » – p.ex. Betzdorf, Schrassig, Dreibern, Ettelbréck – tout aussi importants dans la construction des représentations collectives que le Kleeschen...

Par ailleurs, le lieu de mémoire « Fatima » est un peu perdu dans la masse des sujets représentant la mémoire collective « majoritaire ». N'aurait-il pas une fonction d'alibi ? Le lieu de mémoire « Benfica » (il s'agit de football, sujet jugé peut-être trivial par les éditeurs) aurait fourni des possibilités d'approche tout aussi fructueuses (et moins convenues). Qui aurait parié il y a une dizaine d'années sur l'émergence d'un club associant Hamm-Benfica ? D'ailleurs, dans un pays où plus de la moitié de la population sera étrangère dans peu de temps, le terme de « majorité » se relativise fortement. Cet aspect des choses – notamment la question des « identités multiples » – est entièrement gommé par les auteurs. Or parler d'une identité, n'est-ce pas essayer d'intégrer toute une vie (ou une « nation ») dans une épithète ?

Identités collectives, identité nationale ?

Le projet de recherche de l'Université du Luxembourg susmentionné – et les publications en résultant – posent des questions plus fondamentales. Les promoteurs du projet « Identités... » essaient de se démarquer de l'approche centrée sur l'« identité nationale » en parlant d'identité(s) et de mémoire(s) collective(s) : « ... en tenant compte de la diversité des apports internes et externes, le projet se propose d'étudier les 'lieux de mémoire collective' majoritaires (identité nationale) et minoritaires (identités locales/régionales, socio-professionnelles, religieuses ou

Paul Zahlen

Les promoteurs du projet « Identités... » essaient de se démarquer de l'approche centrée sur l'« identité nationale » en parlant d'identité(s) et de mémoire(s) collective(s).

**La « mémoire »
et l'« identité »
servent aujourd'hui comme
alternatives
thérapeutiques
au discours
historique.**

de minorités étrangères). » (site Internet du projet en juin 2007).

En fait, l'ouvrage *Lieux de mémoire au Luxembourg. Usages du passé et construction nationale* – qui, à n'en pas douter, est un « beau livre » – n'est consacré qu'aux « lieux de mémoire collective » majoritaires (en reprenant la terminologie des auteurs du projet), c'est-à-dire à l'identité nationale (toujours en suivant la terminologie et la logique des auteurs). Le sous-titre de l'ouvrage est d'ailleurs explicite : « usages du passé et construction nationale ». Sonja Kmec et Michel Margue, dans l'introduction du livre, déclarent leur ambition d'écrire une « histoire de la construction des représentations luxembourgeoises ». A vrai dire, cela correspond à l'utilisation du terme « identité » dans la très grande majorité des écrits des historiens et des sociologues lorsqu'ils rapprochent le concept d'identité de celui de la nation (ou d'un pays ou d'un Etat). Les promoteurs du projet font des pieds et des mains, en utilisant une rhétorique qui risque parfois la grandiloquence, pour sortir de cette logique (de l'impasse ?) « nationaliste »... sans grand succès. Eviter le terme d'« identité nationale » ne peut cacher l'omniprésence du concept. Or l'utilisation du terme « identité » appliqué à un pays ou une « nation » n'est pas « innocente ». Appréhender le « lien national » (ou le « lien social ») par le biais de l'« identité » se situe dans l'air du temps, mais a également des aspects un peu rétrogrades.

Dans l'air du temps ?

La résurgence des catégories d'analyse comme la « communauté », l'« identité » ou la « mémoire » doit être mise en relation avec la « globalisation », l'« individualisation » – et de façon plus générale – le processus de « modernisation » socioéconomique.

Dans ce contexte, Zygmunt Bauman fait une analyse intéressante de l'histoire des concepts d'identité et d'appartenance. Au cours du processus de modernisation, la « détermination » de l'appartenance de l'individu par son statut social au sein des « états » (*Stände*) a été remplacée par une certaine « autodétermination ». Cette autodétermination s'inscrivait cependant dans un espace social structuré. L'auteur estime qu'il s'agissait même d'une « autodétermination obligatoire », l'appartenance de l'individu étant désormais définie par les « classes » sociales. Echapper aux contraintes de ces classes n'aurait pas été plus aisé que d'échapper aux « états » : *“Class and gender hung heavily over the individual range of choices ... If not in theory, then at least for practical intents and purposes, class and gender looked uncannily like ‘facts of nature’ and the task left to most self-assertive individuals was to ‘fit in’ into the allocated niche through behaving as its established residents did.”*³.

D'après Bauman, on serait entré aujourd'hui dans une sorte de modernité liquide (« liquid modernity »), où non seulement le placement voulu des individus

dans la société, mais les places mêmes auxquelles les individus peuvent aspirer se décomposeraient et ne pourraient plus servir d'objectifs pour des « projets de vie » ; ce qui donnerait l'impression aux individus de ne plus avoir d'impact sur l'avenir. Une certaine fébrilité et une fragilité des projections dans l'avenir (on pourrait éventuellement traduire cela par l'absence d'espoir ou d'espérance) en découleraient : *“... not just the individual placements in society, but the places to which the individuals may gain access and in they may wish to settle are melting fast and can hardly serve as targets for ‘live projects’.* This new restlessness and fragility of goals affect us all, unskilled and skilled, uneducated and educated, work-shy and hardworking alike. There is little or nothing we can do to ‘bind the future’ through following diligently the current standards ...”⁴. Bauman cite Bourdieu : « En rendant l'avenir incertain, la précarité interdit toute anticipation rationnelle, et, en particulier, ce minimum de croyance et d'espérance en l'avenir qu'il faut avoir pour se révolter, surtout collectivement, contre le présent, même le plus intolérable »⁵, et ajoute qu'il ne peut y avoir de réponse rationnelle à la précarité des conditions humaines aussi longtemps qu'elle est limitée à l'action individuelle : *“Less and less we hope that by joining forces and standing arm to arm we may force a change in the rules of the game ...”*, mais *“... there can be no rational response to the rising precarity of human conditions as long as such a response is to be confined to the individual's action ...”*⁶. A signaler encore que la précarité dont parlent Bourdieu et Bauman n'est pas nécessairement matérielle, mais peut également résulter d'une appréciation subjective des conditions de vie non liée au niveau de vie.

Une quête fiévreuse de certitudes

Une approche sociopolitique permet de distinguer d'autres caractéristiques favorables à l'émergence du discours identitaire. En premier lieu, on peut mentionner la crise de l'Etat-nation. En fait, la « souveraineté desdits Etats, y compris les mieux établis, s'est trouvée entamée par le haut comme par le bas, en raison du phénomène à la fois de mondialisation et de fragmentation »⁷. Il s'agit de la « glocalisation ». D'après Bauman, *“the frantic search of identity is not the a residue of pre-globalisation times not yet fully extirpated but bound to become extinct as the globalisation progresses ; it is, on the contrary, the side effect and by-product of the combination of globalising and individualising pressures and the tensions they spawn”*⁸.

L'évolution socioéconomique des dernières 30 années est en outre marquée par un mouvement de fond liée à l'effritement du « rôle intégrateur de l'Etat »⁹ et cela dans la plupart des pays européens. Le « consensus égalitaire » qui a marqué les « trente glorieuses » – les économistes parleraient de « grand compromis keynésien » qui se reflète notamment dans une politique de redistribution conséquente – est mis en cause (du moins dans les discours). Par ailleurs, la mobilité sociale semble moins assurée. On a qualifié ce phénomène de « panne de l'ascen-

seur social », phénomène qui contribue évidemment à la « précarité » ressentie et à l'absence de « perspectives » évoquée plus haut. Finalement, on assiste au sabotage de la classe politique qui ne paraît plus capable de proposer un (des) projet(s) de société.

Sonja Kmec et Michel Margue, dans leur introduction au livre *Lieux de mémoire*, estiment que le succès de ce type d'études depuis les années 1980 « réside dans sa force d'interrogation... »¹⁰. Il est plus probable que les concepts d'« identité », de « communauté » et de « mémoire » ont ce « succès » parce qu'ils permettent de répondre – superficiellement – aux caractéristiques de cette « modernité liquide » par des discours qui sont censés avoir un effet prophylactique. Ces concepts semblent être utilisés aujourd'hui comme des planches de salut, d'ailleurs peut-être moins par la majorité des citoyens (qui ont d'autres chats à fouetter) que par les politiques et les intellectuels. Le terme « communauté » n'a jamais été utilisé plus indistinctement et avec moins de sens qu'au cours de périodes où ces « communautés » étaient introuvables dans la réalité, suivant Hobsbawm. L'« identité » est d'autant plus attractive qu'elle agit comme substitut de la « communauté » (inexistante ou en perte de contenu). Comme le dit si bien Bauman, le concept d'« identité » germe sur le cimetière des « communautés », mais prospère grâce à la promesse de ressusciter ces morts.

La « mémoire » et l'« identité » servent aujourd'hui comme alternatives thérapeutiques au discours historique. K.L. Klein signale que l'utilisation du terme « mémoire » comme synonyme du terme « histoire » est faite pour « adoucir » le discours des historiens, c'est-à-dire pour humaniser cette « histoire » et la rendre plus « accessible » : *“We sometimes use memory as a synonym for history to soften our prose, to humanize it, and to make it more accessible. Memory simply sounds less distant, and perhaps for that reason, it often serves to help draw general readers into a sense of the relevance of history for their own lives. Memory appeals to us partly because it projects an immediacy we feel has been lost from history. At a time when other such categories – Man, History, Spirit – have lost much of their shine, memory is ideally suited for elevation.”*¹¹. Il s'agit probablement là d'un autre élément contribuant au « succès » des études axées sur la mémoire. On peut ajouter, avec Duncan S.A. Bell, que l'utilisation du concept de « mémoire » a tendance à submerger les nuances et les tensions de l'histoire et de la politique : *“The danger of ‘memory’ lies in its very seductiveness, and consequently in the sloppy employment of the term, in the relapse into gnomish metaphor and supine idealism, tempered sometimes with a strong dose of mysticism. Memory is a concept that is readily employed to represent a whole host of different social practices, cognitive processes and representational strategies, and what gets submerged, flattened out, is the nuance, the texture and often-contradictory forces and tensions of history and politics.”*¹².

Les chercheurs du Laboratoire d'histoire de l'Université du Luxembourg participent à la « quête fiévreuse de certitudes »¹³ dans un monde qui n'a plus de repères aux yeux de nombreux intellectuels qui n'y voient que « déclin », « crise », « incertitudes »... Les signes de cette « quête fiévreuse » sont nombreux à d'autres niveaux : le « consensus égalitaire » (évoqué plus haut) a été remplacé aux cours des dernières années par un « consensus sécuritaire » : sécurité de l'individu dans tous ses aspects, notamment la sécurité personnelle, la sécurité environnementale, la sécurité alimentaire, la sécurité routière... Par ailleurs, Peter L. Berger note une résurgence globale du religieux – ce qu'il appelle la « désécularisation du monde » –, alors que la sociologue Danièle Hervieu-Léger évoque le « bricolage religieux » destiné à répondre à la crise d'un des grands référents collectifs qu'est l'Eglise¹⁴. Enfin, la recherche du « consensus » paraît être devenue une fin en soi.

Obnubilée ou déboussolée dans une atmosphère saturée de peurs et d'angoisses, une partie des « élites » politiques, universitaires et médiatiques propose aux citoyens « ordinaires » des grilles d'analyse et des concepts vagues qui obscurcissent les enjeux du débat, alors qu'une des fonctions premières de ces « élites » devrait être d'éclaircir les termes de ce débat. Des approches permettant d'appréhender de manière raisonnée et sereine un phénomène comme l'individualisme – jugé très souvent comme malsain et mettant en cause le lien social – existent pourtant.

Sonntagmatinee in der Abtei Neumünster

Wie nicht von Gott reden?

Ein imaginäres Gespräch zwischen
Richard Dawkins, Ludwig Wittgenstein und Meister Eckhart

Das Reden von Gott hat zur Zeit Hochkonjunktur. Bücher, Buchbesprechungen, Themenhefte von Zeitschriften, unzählige Zeitungsartikel erscheinen in einer schier unübersehbaren Vielfalt. Das Spektrum reicht vom tastenden Suchen bis zum irritierenden Zweifeln, vom forschen Behaupten bis zum polternden Polemisieren.

Seit jeher sind Auseinandersetzungen zur Gottesfrage gekoppelt mit existentiellen Ängsten und intellektuellen Ausweglosigkeiten. Die Namen Dawkins, Wittgenstein und Eckhart stehen für drei Denkrichtungen, wie sie unterschiedlicher nicht sein könnten. Aber eines kann man bei allen drei lernen: Wie nicht von Gott reden! Das klingt reichlich negativ. Aber vielleicht kann gerade diese negativ bestimmte Suchbewegung etwas Licht in eine große Lebensfrage bringen.

Leiter des Gesprächs ist Jean Leyder.

Sonntag 10., 17. und 24. Februar 2008, von 10.30 bis 12 Uhr

Penser le lien social dans une société « individualisée »...

Est-ce bien vrai que dans les sociétés modernes avancées « ne flotte plus qu'un agrégat diffus de feuilles volantes composées d'individus » ? A cette affirmation d'Ulrich Beck – qui reflète la représentation d'une société où le lien social est en crise –, François de Singly répond qu'il ne s'agit pas d'une nouveauté : « Cette crainte ... apparaît dès le 19^{ème} siècle. L'Occident a inventé, avec la Révolution française, une société qui rompt avec les sociétés traditionnelles, dites 'holistes', centrées sur le 'tout' comme principe de base, une société paradoxale, une société 'individualiste', centrée sur l'individu comme cellule de base. Répondre à cette inquiétude n'est évident ni politiquement, ni théoriquement. La sociologie comme science est née de cette interrogation, elle devait fournir la réponse. Or elle ne dessine, le plus souvent, comme lien social attractif, que la 'communauté', le lien social des sociétés traditionnelles 'holistes'. »¹⁵. Même si les initiateurs du projet *Lieux de mémoire* insistent sur le caractère « construit » de l'« identité collective », il n'en demeure pas moins qu'ils admettent implicitement le principe « holiste » (le principe de la recherche d'une mémoire collective « commune »).

L'individualisation des sociétés occidentales est à la fois positive et négative, suivant de Singly. Penser ce mouvement principalement sous le signe négatif mène à une impasse dans les sciences sociales : « La sociologie ... née pour trouver les moyens de remédier à l'apparition de ce nouveau type de société, cette science sociale n'a su proposer, le plus souvent, même sous la plume d'hommes progressistes, qu'une vision nostalgique, en rêvant d'un retour à une société traditionnelle qui tiendrait mieux. ... Tout se passe comme si bien des experts appréciaient de se faire peur, ou de se rassurer à bon compte avec un modèle du 'tout ou rien'.

La modernité, avec son impératif d'authenticité et de liberté des acteurs, aurait pour objectif de supprimer la société. Après vérification, celle-ci est toujours en place, on en conclut à une déclaration d'intention frauduleuse ! »¹⁶. De Singly signale que la fragilité du lien a son contraire positif, la liberté et l'autonomie. Concrètement, la multiplication des appartenances engendrerait une diversité des liens qui, pris un à un, seraient moins solides, mais qui ensemble, feraient tenir les individus et la société. Les identités seraient désormais « fluides » et à « géométrie variable ».

Comment concilier « individu individualisé » et lien social ? De Singly dit à ce sujet : « Si les registres utilisés étaient totalement individuels, inventés, chacun serait unique, mais sans attache et sans références communes. Avec les processus d'individualisation tel que nous le décrivons, l'individu peut disposer d'une identité originale tout en ayant des traits qui lui permettent d'avoir des points communs, des dimensions sociales avec d'autres... Un noyau central existe. Le jeu commence avec la possibilité de pondérer les répertoires, de combiner les critères d'évaluation, les formes d'investissement. Le social fournit le cadre. Les acteurs font le reste, ce qui leur permet de mieux tenir compte de la situation, du contexte. L'individualisation n'est pas uniquement un facteur de découverte individuelle ; elle constitue aussi un élément important de fluidité sociale ... Les sociétés modernes ne dévaluent pas systématiquement les éléments statutaires de l'identité. Ces derniers servent toujours de support à la construction de l'identité individualisée. Le changement réside dans le fait que les individus peuvent ou non les retenir de manière importante dans leur identité personnelle. Ils peuvent ou non prendre appui dessus. »¹⁷.

Le même auteur fait par ailleurs une analyse intéressante des conditions pouvant conduire au communautarisme. Au cours de l'histoire, l'individualisation passe en principe par deux phases : une période d'émancipation (de « désappartenance ») et une période de différenciation personnelle. En l'absence d'émancipation, la différence enferme les individus dans leurs appartenances d'origine, leur religion, leur culture. Dans l'orientation de la modernité démocratique, la différenciation, avec la revendication de traits « personnels » (traits statutaires ou d'appartenance à un groupe), « n'a de sens que si elle se conjugue à l'émancipation. Les dimensions 'personnelles' ne peuvent pas, par principe, être des dimensions héritées, imposées sans que celles-ci aient été au préalable soumises à un travail critique... »¹⁸.

Le communautarisme résulterait donc du fait que des individus ou des groupes sont passés à la phase de « différenciation » sans parcourir une période d'émancipation. Or ce processus d'émancipation et d'individualisation se fonde sur les ressources sociales de l'individu. De Singly rejoint ici Bauman pour dire que la politique de reconnaissance des individus, des groupes et des identités personnelles et statutaires doit déboucher sur une politique de redistribution et de justice. Suivant Bauman, les

Identitäten zu verkaufen (© Net-Business)



individus et les groupes doivent avoir les ressources nécessaires pour agir en fonction de leurs droits. Il ajoute : « *Les anciennes questions sur l'égalité entre humains et la justice sociale doivent être portées à des hauteurs sans précédent plutôt que d'être déclarées nulles et non avenues, tombées en désuétude ou 'contre-productives' par la théorie et la pratique du libéralisme de marché.* »¹⁹.

L'« identité » et la « mémoire » : des « quasi-concepts »

Le discours politique – et celui de beaucoup d'« intellectuels » – se situe très loin de l'approche évoquée ci-devant²⁰. De plus en plus souvent, ce discours répond à la complexité croissante de la vie en société, par des concepts essayant de « réduire » cette complexité à des catégories « basiques » (synonymes de « sécurité conceptuelle », en principe...), comme la « cohésion sociale » ou l'« identité ». L'« identité » est d'ailleurs de plus en plus considérée comme élément central de la « cohésion sociale ». Or, il s'agit d'un « quasi-concept », c'est-à-dire « *une de ces constructions mentales hybrides que le jeu politique nous propose de plus en plus souvent, à la fois pour détecter des consensus possibles sur une lecture de la réalité et pour les forger. ... Hybrides parce que ces constructions ont deux faces : elles sont d'une part fondées, en partie et sélectivement, sur une analyse des données de la situation, ce qui leur permet à la fois d'être relativement réalistes et de bénéficier de l'aura légitimante de la méthode scientifique ; et elles conservent d'autre part une indétermination qui les rend adaptables aux différentes situations, assez flexibles pour suivre les méandres et les nécessités de l'action politique au jour le jour* », comme le note Paul Bernard au sujet du « quasi-concept » : « cohésion sociale »²¹. Pour Paul Bernard, l'utilisation de tels « quasi-concepts », plus particulièrement celui de « cohésion sociale », permet de cacher la question sociale centrale qui est la croissance des inégalités.

La création du « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale » par le président français Sarkozy est moins le résultat d'une vue politique « raciale » et/ou discriminatoire que de cette volonté de simplification conceptuelle. La mise en place d'un « ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale » sous Jacques Chirac en France se situe également dans ce mouvement. Par ailleurs, la notion de « solidarité » a remplacé celle d'« égalité ». Pour M.C. Blais, « *tout se passe comme si la solidarité fournissait la clé d'une version maximale de l'Etat minimal* »²². On peut penser avec Esther Benbassa (*Libération* du 12/13 janvier 2007) qu'il s'agit là d'un « *mirage entretenu à grands renforts de communication et de rhétorique* ». Finalement, très récemment, une « *politique de civilisation* » a été prônée par le président français. L'économiste Thomas Piketty considère qu'il s'agit d'une « *gros ficelle* » (*Libération* du 14 janvier 2008) pour masquer le manque de résultats de la politique du pouvoir d'achat. Les « *réformes structurelles* » peuvent

également être rangées parmi les concepts vagues proposés qui masquent les enjeux réels.

Les « quasi-concepts » que Paul Bernard voit se développer dans le champ politique sont désormais également à la mode dans le champ des sciences sociales, laissant apparaître une synchronisation des agendas politique et scientifique. D'une manière générale, politiques et scientifiques font de plus en plus appel aux sentiments, aux émotions (Eric Fassin parle de « *théâtre politique de l'émotion* » pour caractériser la politique de Nicolas Sarkozy) et à la « culture » pour expliquer le monde. Les lectures « structurelles » et « systématiques » de la société sont marginalisées. Or, comme le note Hugues de Jouvenel, si « *la dimension culturelle ne saurait être négligée, elle ne saurait à l'inverse être exagérée* »²³. L'auteur continue en citant Zhong Shi : « *Les différences de culture ne servent, comme les différences idéologiques, qu'à masquer des conflits d'intérêt pratiques...* »²⁴. Que les collaborateurs du projet « Histoire, Mémoire, Identités » le veuillent ou non, ils participent à cette vague de fond « culturaliste ».

Finalement, le concept de mémoire n'est jamais très éloigné de celui de « devoir de mémoire ». Le philosophe Alain Brossat parle d'« injonction au souvenir » et estime que l'intensification des enjeux de mémoire est le signe d'une crise intense de notre aptitude à inventer l'avenir : « *Il existe selon moi un rapport très étroit entre l'affaiblissement du politique (son déclin, voire sa disparition, disent certains) et l'intensification des enjeux de mémoire: le présent se gouverne sans cesse davantage à la mémoire, c'est-à-dire au passé, et c'est là, entre autres choses, le signe d'une crise intense de nos capacités politiques, de notre aptitude à décider ensemble des formes de la vie commune et, pour employer une formule convenue, inventer l'avenir.* »²⁵.

Rétrograde ?

Michel Margue, dans sa contribution au dossier de *forum* (n° 271, 2007) estime que la recherche de l'identité est un besoin individuel fondamental (génétique ?) : « *Der Rückblick auf die Vergangenheit, auf die erlebte oder wahrgenommene Zeit, ist stets mit einer Bewertung verbunden die nicht neutral ist, da sie funktional orientiert ist: Sie dient der eigenen Orientierung oder, schlicht gesagt, dem Überleben ... Der umfassende Blick auf das in der Zeit wechselhafte 'Ich' vermittelt die lebenswichtige Identität, das Einigende und das Einzigartige, das unser Selbstverständnis über unsere verschiedenen Lebensphasen hinweg als Einheit erscheinen lässt.* » Comment interpréter cette phrase ? Il y a d'abord le parti pris suivant lequel la recherche de l'« unité » constituerait un besoin fondamental de l'individu et serait nécessaire à sa survie. Margue ne se pose même pas la question si l'individu peut s'arranger avec des identités (sociales, nationales, professionnelles...) multiples et changeantes (et même contradictoires), et sans nécessairement rechercher l'unité ou l'unique. Certes, l'auteur voit l'« identité » comme une « construc-

Concrètement, la multiplication des appartenances engendrerait une diversité des liens qui, pris un à un, seraient moins solides, mais qui ensemble, feraient tenir les individus et la société.

Le chercheur en sciences sociales n'a pas à proposer des « vérités », mais des pistes d'interprétations possibles.

tion » (*Konstrukt*), mais cela ne modifie en rien l'hypothèse de base selon laquelle le but recherché serait l'« unité ».

Il y a ensuite un non-dit important. Margue passe sans crier gare de l'individu à la société, respectivement à la nation. De façon implicite, il est insinué que la société aurait les mêmes caractéristiques que l'individu, c'est-à-dire que la survie d'une société dépendrait de la recherche de l'« unité » (en gros, de la « mémoire collective commune »). Or, même en supposant que la recherche de l'unité soit nécessaire à la survie de l'individu (ce qui est fort contestable, du moins dans une acception aussi générale...), les acquis de la sociologie sont là pour montrer que la société n'est nullement le simple agrégat linéaire des attitudes, valeurs, normes, aspirations... de ses membres, mais qu'elle a ses propres caractéristiques. Le lien social (... et la « survie » des sociétés) peut évidemment être expliqué par des éléments de psychologie sociale (qui n'est pas la simple extension de la psychologie individuelle), mais également par les structures économiques et sociales, le cadre institutionnel ainsi que les rapports de pouvoir à l'intérieur des sociétés et entre les sociétés. D'une manière générale, Margue véhicule une vue psychologisante, culturaliste et organique de l'évolution des sociétés et des nations qui se situe dans la ligne droite des hérauts de l'identité nationale comme Nicolas Ries.

Que les collaborateurs du Laboratoire de recherche en histoire de l'Université du Luxembourg essaient de prendre de la distance par rapport à l'« essentialisme » et de se présenter comme « constructivistes » (article de Sonja Kmec dans *forum* n° 271) est parfaitement légitime. Pris individuellement, la plupart des articles des collaborateurs du Laboratoire de recherche en histoire de l'Université du Luxembourg sont d'ailleurs intéressants. En partant de la base théorique qui transparaît dans l'article de Michel Margue, le « danger essentialiste » guette cependant à chaque instant. Rappelons que « l'essentialisme philosophique vise à accorder le primat à l'essence sur l'existence, ce qui a pour effet de nier la liberté de l'individu, alors réduit au produit de déterminismes qui le définissent et dont il ne peut s'extraire ». Du moment que la « recherche de l'identité » est utilisée comme un métaconcept (d'ailleurs a-historique) qu'on met à toutes les sauces, il n'est pas étonnant qu'on soit plus près d'une psychanalyse collective – ressemblant d'ailleurs à l'approche des sondeurs de l'âme luxembourgeoise d'il y a un siècle – que d'une véritable approche constructiviste.

À côté de sa proximité par rapport à l'« essentialisme », le discours « identitaire » est également marqué par le syndrome de la « forteresse assiégée ». Bauman l'exprime bien : *"Identity offered by the postulated membership to the inner circle of friends is circumscribed – made tangibly real – by the non-identity relationship to the outer circle of enemies. The 'we-ness' of friends owes its materiality to the 'they-ness' of the enemies. Identity is permanently under conditions of a*

*besieged fortress : since its inception, it is forever threatened by trespassing of enemies, dilution, slackening of vigilance. Always made-up, almost always contested, it tends to be fragile and unsure of itself : this is why the we-talk can seldom stop. Identity stands and falls by the security of its borders, and the borders are ineffective unless guarded."*²⁶.

Les historiens du projet « Identités... » de l'Université du Luxembourg répondront qu'ils ne tiennent pas eux-mêmes ce discours identitaire, mais qu'ils l'analysent. Or comme ils ne se démarquent pas de l'hypothèse de base selon laquelle la « recherche de l'identité » (de l'« unité » ?) est un besoin fondamental nécessaire à la survie de l'individu et de la société, ils participent bien évidemment à ce discours. Le caractère un peu rétrograde des moyens d'analyse mis en œuvre résulte du fait que les « référents » conceptuels se situent dans l'« essence humaine » et s'inspirent de concepts surannés. Rappelons la métaphore de Bauman : *"Identity sprouts on the graveyard of communities, but flourishes thanks to its promise to resurrect the dead."*

Par ailleurs, la propension de certains de ces historiens à afficher très ostensiblement leur « modernité » par rapport aux « historiens du passé »²⁷ et de justifier de façon virulente (et *ex ante*) leur approche²⁸ n'est pas sans rappeler ce syndrome de la forteresse assiégée (*"fragile and unsure of itself"*, suivant Bauman).

L'historien : quel rôle ?

Michel Margue semble voir les historiens comme des « clercs » : *„Indem der Historiker seine Fragen und die seiner Zeit an die Vergangenheit stellt, schafft er Sinn, weil er Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft über das Zufällige hinaus in einer 'Strategie der Dauer' zusammenfasst, und somit historische Identität herstellt. Kein auch noch so wissenschaftlich vorgehender Historiker entweicht dieser Sinnstiftung ..."* (*forum* n° 271). Une conception assez déterministe de l'impact du discours historique. Que l'on ne puisse pas échapper à ce rôle n'est pas si sûr. Du moment que l'approche « scientifique » est clairement assumée et mise en œuvre, il est probable que l'historien participe à la fois à la déconstruction de son sujet d'étude et à la déconstruction de son statut de « clerc ». Le chercheur en sciences sociales n'a pas à proposer des « vérités », mais des pistes d'interprétations possibles. Il ouvre le spectre du « sens » (qu'on devrait plutôt décliner au pluriel...) au lieu de le réduire. Un historien assumant nettement cette « relativité » peut – dans le meilleur des cas – donner à ses lecteurs quelques outils pour (mieux) naviguer entre les écueils ou entre les balises.

Identité(s)/identification(s) – représentations

Dans certaines contributions, les historiens de l'Université du Luxembourg admettent que

L'« identité » est un concept très statique (il est en fait « holiste ») et contenant une large part d'indétermination. Ils proposent notamment le concept d'« identifications » qui rendrait mieux compte de la dynamique du processus et rejoignent en cela un auteur comme Bauman (notamment) : *"Perhaps instead of talking about identities, inherited or acquired, it would be more in keeping with the realities of the globalising world to speak about identification, a neverending, always incomplete, unfinished and open-ended activity in which we all, by necessity or choice, are engaged."*²⁹. En ne renonçant pas tout simplement à l'emploi du concept « identité », les tenants du projet semblent ménager la chèvre et le chou : maintenir un concept porteur (mais très contestable) tout en le critiquant. Le concept d'identification renvoie en outre essentiellement, comme celui d'identité, aux dimensions psychologiques de la construction des représentations collectives et ne couvre donc qu'un aspect très limité de la question. Par ailleurs, dans toutes les contributions « théoriques » du projet, on passe imperceptiblement de la notion d'« identités collectives » à celle d'« identité nationale », sans que les raisons de ce glissement sémantique soient expliquées. Enfin, le concept d'« identités multiples » est utilisé à certains endroits (encore un gage pour les lecteurs critiques ?), sans que ce concept prenne véritablement corps dans l'analyse des « lieux de mémoire ».

Comment éviter un tel embrouillamini théorique ? Il aurait pu être utile de cerner d'abord les contours et la réalité des liens collectifs et leur évolution dans le temps : liens familiaux, liens sur le lieu de travail (avec le patronat et les collègues de travail...), liens de convivialité (bénévolat, activités récréatives...), lien « national »... On aurait pu passer ensuite (ou en même temps, si on veut...) aux représentations collectives de ces liens. Parmi ces représentations collectives, la représentation collective nationale n'est qu'un élément qui est ainsi réduit à sa juste dimension. Se limiter au terme « représentation(s) » – qui est certes neutre et sans saveur particulière – aurait permis une approche beaucoup plus nuancée que ne le permet le recours à des concepts idéologiquement très marqués comme l'« identité ».

Si on veut absolument utiliser les concepts de « mémoire » ou d'« identité », il convient de les questionner de façon très systématique. Concernant la « mémoire », Duncan Bell fournit un bel exemple d'une telle approche. Pour cet auteur, la mémoire ne peut transcender la conscience individuelle (la « mémoire » équivaudrait en fait au « souvenir ») et ne peut être transférée d'une génération à l'autre, alors que les historiens de l'Université du Luxembourg ne semblent pas y voir de problème. Bell dit : *"The social agency approach maintains that memory is an individualistic psychological phenomenon ... The person's memory needs to be understood within the framework of human interaction ... The problem lies in the temporal assumptions embedded in the concept of collective memory, the belief that such 'memory' can transcend the individual consciousness and enter into*

*the public realm, outside time. If we accept the more rigorous social agency definition of memory – in both its individual and collective senses – then there are at least two major problems with the manner in which it is more commonly employed. Firstly, memory is not transferable to those who have not experienced the events that an individual recalls, which means that it cannot be passed down from generation to generation, let alone 'cultivated' or constructed in the minds of those who live often hundreds of years after an event (real or imagined). Buildings, archives, poems and all the other artefacts, symbols and rituals that cultures imbue with meaning, do not remember."*³⁰. En outre, les représentations du passé dépendent d'une variété de facteurs comme l'ethnicité, la classe sociale, le sexe et l'âge notamment. Bell en conclut que la notion de « mémoire nationale » est contestable et qu'il est important de clairement distinguer la « mémoire » et les « mythes ». Mythes et mémoire peuvent faire partie d'un même paysage de représentations « mythifiées » (*"mythscape"*), mais ne doivent pas être traités comme synonymes. La mémoire peut même s'opposer au mythe : *"And what of the relationship between mythscape and memory ? The mythscape may well subsume memories, it may even propel them centre stage ... but the two are certainly not synonymous or coterminous, for memory can function in opposition to myth ... The memories that are privileged in the minds of individuals may not be the ones that are privileged in mythology."*³¹.

Bouffée d'air !

Les collaborateurs du Laboratoire de recherche en histoire de l'Université du Luxembourg essaient de



NATURATA

Fair a kooperativ mat de Bio-Bauern



1 Rollingergrund

- Lebensmittelgeschäft
- Metzgerei

2 Munsbach

- Supermarkt - Lebensmittel
- Metzgerei
- Restaurant & Catering
- Akzent
(Naturkleider, Spielwaren, Bücher)

3 Ettelbrück

- Lebensmittelgeschäft

4 Hupperdange

- Hof-Laden Schanck-Haff

5 Dudelange

- Lebensmittelgeschäft

6 Foetz

- Lebensmittelgeschäft
- Metzgerei



Goûtez le bio, goûtez la vie!

Are Spezialist fir Bio- an Demeter-Liewesmëttel

Dira-t-on dans quelques années que l'historiographie luxembourgeoise de la présente décennie n'aura produit que du discours sur le discours ou une idéologie des idéologies ?

se démarquer d'auteurs comme Gilbert Trausch, qui représente pour eux la tendance du « discours national », alors que leurs contributions personnelles constitueraient des essais « alternatifs ». Or c'est ce même Trausch qui permet de prendre une véritable « bouffée d'air » par rapport au discours « identitaire » ambiant (et parfois suffocant). Dans la conclusion de sa contribution à la revue *forum* (n° 271, 2007), Trausch écrit en se référant à un discours du Premier ministre Jean-Claude Juncker : « Pour lui, le moment était peut-être venu de renverser la formule 'de l'Etat à la nation'. Un petit retour de la nation à l'Etat ne ferait pas de mal. » Même si Trausch ne développe pas le thème, il met le doigt sur la question centrale de la constitution du lien social et de l'« identité collective », à savoir l'interaction entre institutions politiques et sociales (au sens large), économie et culture. Les représentations collectives s'y superposent.

Tous aux abris ?

Que le FNR finance de manière conséquente et sur la longue durée un projet de recherche sur l'histoire du Luxembourg doit être salué, cela d'autant plus que la recherche historique n'a pas pu profiter jusque-là d'un tel appui financier. Que le projet ou les projets consacrés aux questions identitaires soient les seuls projets touchant l'histoire contemporaine du Luxembourg qui jouissent d'un tel traitement est cependant très problématique. Alors qu'on est en train d'écrire l'histoire de(s) l'idéologie(s) nationale(s) – terme(s) évidemment beaucoup moins lyrique(s) que l'association des mots « histoire, mémoire, identités » –, des pans entiers de l'histoire économique et sociale (pourtant parmi les fondements les plus importants de la construction idéologique d'une collectivité) restent en friche. On ne peut s'empêcher de penser que certains politiques, mais également le FNR et certains chercheurs, ont intériorisé la devise « Tous aux abris ! », expression que Patrick Jarreau utilise au sujet du « repli national » (*Le Monde* du 31 mars 2007).

La niche créée par le quasi-concept « identité » proposé par le discours politique a été investie par les chercheurs et les décideurs dans le domaine de la recherche qui y trouvent une sorte d'abri, c'est-à-dire à la fois une sécurité matérielle (il est vrai, relative...) et conceptuelle. Parler aujourd'hui d'identité ne fait guère de vagues. Essayer de se démarquer du discours identitaire du passé – et évoquer avec insistance les ruptures dans sa construction en contrepoint à sa « continuité » qui serait l'apanage des historiens du passé – fait partie des règles du jeu, mais ne signifie pas une véritable rupture conceptuelle, les modèles d'explication des phénomènes sociétaux restant strictement identiques. Les concernés peuvent bien faire l'« objection » suivant laquelle les mêmes questions se posent au niveau international. C'est peut-être même là que le bât blesse. On ne peut s'empêcher de voir dans la « recherche identitaire » la partici-

pation à une mode dont on a essayé de donner quelques éléments d'explication plus haut. Soit dit en passant, cette participation permet de répondre au cahier des charges de l'Université du Luxembourg et du FNR qui souhaitent la présence des chercheurs à l'international.

La recherche historique au Luxembourg : des particularités

On ne peut ignorer les particularités de la recherche historique au Luxembourg. Le fait que cette recherche n'ait jamais été structurée et qu'elle est largement le fait d'historiens qui s'y sont consacrés à temps partiel (il faut saluer leur motivation) a des incidences sur la quantité de travaux de recherche produits et explique que la panoplie des sujets traités reste relativement limitée. Au mieux, la nouvelle meta-histoire luxembourgeoise est construite sur des sables mouvants ; au pire, sur une faille de glacier dissimulée par la neige. Dira-t-on dans quelques années que l'historiographie luxembourgeoise de la présente décennie n'aura produit que du discours sur le discours ou une idéologie des idéologies ?

Parmi les thèmes qui attendent qu'on les traite en profondeur, on peut notamment mentionner l'histoire de l'intervention sociale (action sociale), l'histoire des relations sociales et des conditions de travail (même si dans ce domaine, les travaux de Scuto, Steil, Lentz, Maas, etc., constituent un début prometteur), l'histoire de la santé publique, une (véritable) histoire des institutions politiques (mises dans leur contexte socioéconomique), une histoire transnationale comparative des régions frontalières (l'évolution socioéconomique d'une région frontalière, comme Esch-Audun ; Dudelange-Volmerange ; Pétange, Rodange-Athus, Rumelange-Ottange p.ex., ou encore la comparaison entre le bassin minier de Briey et celui de la « minette » luxembourgeoise) qui pourrait fournir des éléments explicatifs bien plus concrets sur la différenciation idéologique liée à la « nation » qu'une simple analyse du discours ; et on pourrait continuer la liste... Tout cela pourrait participer à la déconstruction historique de ce qu'on appelle le « modèle luxembourgeois », qui, tout comme la « Tripartite », ne font paradoxalement pas partie des « lieux de mémoire » pris en compte par les chercheurs de l'Université du Luxembourg. D'une manière générale, l'histoire économique reste le parent pauvre de l'historiographie luxembourgeoise.

Il va sans dire que les thèmes de recherche évoqués dans le paragraphe précédent peuvent également être appréhendés par le biais des « représentations ». En partant des questions liées à l'infrastructure socioéconomique, on pourra développer une analyse beaucoup plus nuancée et fine de ces « représentations » qu'en partant d'un méta-concept aussi globalisant que celui de l'identité ou de la mémoire collective (commune ?, nationale ?).

La petite dimension

Même si on part de la grille d'analyse des chercheurs du Laboratoire d'histoire de l'Université du Luxembourg, on doit signaler l'absence d'un aspect déterminant concernant la construction des « identités collectives » (le terme « représentations collectives » serait plus adapté), à savoir l'aspect de la « petite dimension ». Les économistes et, dans une moindre mesure, les sociologues, ont introduit cette dimension dans leurs analyses. Dans les *Lieux de mémoire*, cette caractéristique n'est évoquée que marginalement et ce par le biais du thème des « dominations étrangères ». Or il est probable que les représentations collectives au Luxembourg sont marquées profondément par cette « petite dimension » et qu'elles devront également être analysées avec des outils adaptés à cette taille qui correspond à peine à une région dans un grand pays.

Par ailleurs, un autre aspect important qui n'est pas évoqué est celui de l'absence « urbanité » au Grand-Duché. Quoiqu'on en dise, la Ville de Luxembourg – et *a fortiori* des « villes » comme Esch, Dudelange, Differdange et Rumelange dont on a fêté récemment le centenaire – restent des gros bourgs (pour le dire d'une façon un peu surdésinée) et cela même si – dans le cas de la Ville de Luxembourg – certaines façades entretiennent l'illusion « métropolitaine ». Cette « non-urbanité » a évidemment des répercussions fondamentales sur le tissu social, la culture et – en utilisant la terminologie des chercheurs de l'Université du Luxembourg – sur la construction des « identités collectives ».

Transdisciplinarité ?

Finalement, l'interdisciplinarité qui est évoquée à tout bout de champ, et cela par pratiquement tous les responsables de projets de recherche en sciences sociales de l'Université du Luxembourg, est largement réduite à une figure de style qui semble destinée à satisfaire les décideurs. Dans la réalité, il y a, dans le meilleur des cas, une juxtaposition des disciplines qui gardent leurs frontières. Une véritable « transdisciplinarité » – qui serait réellement innovatrice et où on verrait, par exemple, des historiens utiliser des méthodes du domaine de la sociologie, de la politologie ou de l'économie, et des sociologues ou économistes utiliser les méthodes de la critique historique – est encore du domaine des vœux pieux.

Sortons des abris !

⁴ Idem

⁵ BOURDIEU Pierre (1998), « La précarité est aujourd'hui partout », in : Contre-feux, Paris, 1998, pp. 96-97, cité par BAUMAN Zygmunt (2001), op. cit., p. 127

⁶ BAUMAN Zygmunt (2001), op. cit., pp. 127-128

⁷ JOUVENEL Hugues de (2007), « Pour une prospective géopolitique. A propos du soi-disant "choc des civilisations" : le défi de nos systèmes de représentation », Futuribles, n° 332, juillet-août 2007, p. 16

⁸ BAUMAN Zygmunt (2001), op. cit., p. 129

⁹ Termes de Pierre BIRNBAUM dans le Monde du 16.3.2007

¹⁰ KMEC Sonja, MAJERUS Benoît, MARGUE Michel, PEPORE Pit (éd.) (2007), op. cit., p. 6

¹¹ KLEIN Kerwin Lee (2000), « On the Emergence of Memory in Historical Discourse », Representations, n° 69 (Special Issue: Grounds for Remembering), Winter 2000, p. 129

¹² BELL Duncan S. A. (2003), « Mythscapes: memory, mythology, and national identity », British Journal of Sociology, vol. 54, n° 1, p. 71

¹³ Termes utilisés par André GRJEBINE dans un article publié le 31 décembre 2007 dans Libération et intitulé : « Sarkozy fait entrer Dieu dans le gouvernement » (p. 28)

¹⁴ BERGER Peter L. (1999), « The Desecularization of the World: A Global Overview », in : The Desecularization of the World: Resurgent Religion and World Politics et HERVIEU-LEGER Danièle (1999), Le Pèlerin et le converti. La religion en mouvement

¹⁵ SINGLY François de (2003), Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien, Paris, Armand Colin, p. 11

¹⁶ Idem, pp. 13 et 104

¹⁷ Idem, pp. 107-108

¹⁸ Idem, pp. 235-238

¹⁹ BAUMAN Zygmunt (2003), « L'humanité comme projet », Anthropologie et Sociétés, vol. 27, n° 3, pp. 13-38

²⁰ Voir encore les publications suivantes :

- CORCUFF Philippe, ION Jacques, SINGLY François de (2005), Politiques de l'individualisme. Entre sociologie et philosophie, Paris, éditions Textuel

- SINGLY François de (2005), L'individualisme est un humanisme, Editions de l'Aube

²¹ BERNARD Paul, « La cohésion sociale : critique dialectique d'un quasi concept, Lien social et politique – RIAC : Les mots pour le dire, les mots pour le faire : le nouveau vocabulaire du social », numéro 41, printemps 1999, pp. 47-59.

²² BLAIS Marie-Claude (2007), La solidarité. Histoire d'une idée, Paris, Gallimard

²³ JOUVENEL Hugues de (2007), op. cit., p. 13

²⁴ SHI Zhong, « Conflicts of future », Strategy and Management, n° 1, novembre 1993, p. 47 ; cité par JOUVENEL Hugues de (2007), op. cit., p. 13

²⁵ BROSSAT Alain (2003), Brèves réflexions sur l'injonction au souvenir (téléchargé en décembre 2007 : <http://ecehg.inrp.fr/ECEHG/enjeux-de-memoire/histoire-et-memoire/reflexion-generale/brossat.pdf>) ; Alain Brossat et professeur de philosophie à l'université de Paris VIII

²⁶ BAUMAN Zygmunt (1992), « Soil, blood and identity », The Sociological Review, vol. 40, n° 4, pp. 678-679

²⁷ Voir notamment : MAJERUS Benoît (2007), « Dessine-moi une nation » (interview par WAGENER Renée), in : Woxx, n° 931 du 7.12.2007, pp. 8-9

²⁸ Voir notamment : KMEC Sonja (2007), « Von Identitäten und Identifikationen », in : forum, n° 271, November 2007, pp. 39-41

²⁹ BAUMAN Zygmunt (2001), op. cit., p. 129

³⁰ BELL Duncan S. A. (2003), pp. 72-73

³¹ Idem, pp. 76-77

¹ http://www.uni.lu/recherche/flshase/laboratoire_de_recherche_en_histoire/recherche/histoire_memoire_identities.

² KMEC Sonja, MAJERUS Benoît, MARGUE Michel, PEPORE Pit (éd.) (2007), Lieux de mémoire au Luxembourg. Usages du passé et construction nationale = Erinnerungsorte in Luxemburg. Umgang mit der Vergangenheit und Konstruktion der Nation, Luxembourg, Editions Saint-Paul

³ BAUMAN Zygmunt (2001), « Identity in the globalising world », Social Anthropology, vol. 9, 2, p. 125